

DÉBARQUEMENT DES ALLIÉS EN AFRIQUE DU NORD

8 NOVEMBRE 1942

L'année 1942 constitue un tournant dans la seconde guerre mondiale.

A cette date les puissances de l'Axé contrôlent d'immenses territoires et règnent en maître sur environ un milliard d'êtres humains. Cependant, par l'entrée en guerre de l'U.R.S.S. et des États-Unis, on assiste à un renversement du rapport de force. Les alliés, avant d'entamer une reconquête systématique, infligent à l'Allemagne un certain nombre de coups d'arrêts, entre autres en Afrique du Nord grâce à un débarquement portant le nom d'OPÉRATION TORCH. Ce dernier n'allait pas de soi ; la particularité du territoire (fidélité à Vichy), les inconnus de ce type d'offensive et l'importance des enjeux en font une opération complexe et risquée, tant dans son déroulement que dans ses conséquences dont la plus marquante fut sans doute pour les français l'occupation de la zone sud et le sabordage de la flotte française de Toulon.

1 - LA GENESE DE L'OPÉRATION

Le projet de débarquement est le fait de trois séries de considérations :

- la nécessité d'ouvrir un second front.

Au début de l'année 1942 les relations entre les anglo-saxons et les soviétiques ne sont pas au beau fixe. STALINE ployant sous le poids des combats à l'est réclame vigoureusement l'ouverture d'un second front destiné à le soulager. CHURCHILL, faute de moyens, ne peut répondre dans l'immédiat que par l'offre d'une garantie d'alliance supérieure à vingt ans. Cependant les anglais sont extrêmement conscients du problème soviétique et ont le sentiment de l'urgence qu'il y a à préparer une attaque d'envergure à l'ouest. Les alliés peuvent-ils prendre le risque de voir l'armée russe s'effondrer devant l'ennemi ou plus encore essayer de se dégager par une quelconque entente avec l'Allemagne ?

- L'impossibilité d'une attaque sur les côtes françaises.

Les conditions d'un vrai débarquement dans un secteur sont loin d'être réunies en 1942 non que les alliés n'aient pas tenté de réunir tous les atouts nécessaires : (rassemblement en Grande Bretagne d'une puissante force d'intervention américaine (OPÉRATION BOLÉRO) ; projet d'une opération ponctuelle à l'été 1942 (SLEDGEHAMMER) mais simplement parce qu'un retard important a été pris (tant pour la mise en place des contingents que pour l'acheminement du matériel). Environ 250.000

hommes sont prêts sur le million prévu et seulement 400 péniches sur les 2.200. Toutes les prévisions, même les plus optimistes montrent qu'un débarquement, à fortiori de grande envergure, ne peut être sérieusement réalisé avant le milieu de l'année 1943, si l'on veut avoir quelque chance de réussite. L'opération est programmée sous le nom de code ROUND UP. Le coup de main de Dieppe le 19 août 1942 constitue par ailleurs une preuve pour les partisans du recul de l'opération.

À cette date en effet l'engagement de 237 navires et de 6.000 hommes associés à un régiment de chars se solde par un échec retentissant. Par contrecoup cela constitue un excellent révélateur de la complexité d'opérations amphibies d'une certaine ampleur.

- L'Angleterre et plus précisément CHURCHILL voient un certain nombre d'avantages à un débarquement dans les territoires français, ne serait ce qu'en ce qui les concerne, l'économie qui résulterait de la suppression des longs et coûteux voyages vers le Moyen-Orient et l'Asie par le Cap dès lors que la maîtrise de la Méditerranée serait à nouveau assurée. Ne serait ce pas en outre un bon moyen de renforcer la protection de Gibraltar et pourquoi pas à terme d'enfoncer un coin dans l'Europe nazie par l'attaque du plus faible de ses éléments : l'Italie ?

2 - LA PRÉPARATION DU DÉBARQUEMENT

Il s'agit d'abord d'une préparation diplomatique qui se décompose en trois temps :

- L'établissement d'un lien avec les autorités françaises ; au-delà, ce qui importe ce sont les troupes qui sont fidèles au régime de Vichy.

D'une façon générale ces contacts visent à obtenir une garantie de non intervention de l'ensemble de la population d'Afrique du Nord, la France libre n'ayant là que très peu d'adhérents. Elle est présente dans une antenne du mouvement de résistance de la métropole «Combat», composée ici surtout d'universitaires ; il reste les cicatrices de Mers El-Kébir, Dakar, Madagascar, ce qui ne présage pas un accueil chaleureux pour des troupes anglaises !.

- Dans le cadre de la démarche précédente, il faut rechercher un homme susceptible de faire la liaison. C'est le travail de Robert-Daniel MURPHY, consul général à Alger depuis janvier 41. Il va sonder le plus discrètement possible les dirigeants français et la tâche est pour le moins ingrate. Les américains sont partisans de solliciter en premier lieu DARLAN et en second WEYGAND mais toutes ces solutions s'avèrent finalement impossibles. DARLAN bien qu'occupant un poste stratégique (commandant en chef des troupes de Vichy) reste l'homme de la collaboration française avec l'Allemagne et les timides contacts qu'il prend de lui-même avec les américains (à la suite semble-t-il de l'amertume ressentie du fait de son éviction du pouvoir en 1942 au profit de LAVAL) ne paraissent pas un contre-poids suffisant aux dirigeants des États-Unis.

- Devant l'échec des négociations précédentes, ces derniers jouent alors une nouvelle carte : celle du général GIRAUD qui jouit d'une réputation

tion certaine en Afrique du Nord (n'est-il pas le glorieux évadé de la forteresse de Koenigstein qu'il a refusé de réintégrer malgré les menaces du Reich ?). Il représente pour les américains une solution parfaite de compromis, à la charnière du général DE GAULLE et de PÉTAIN.

L'accord conclu est simple mais non exempt de malentendus : à GIRAUD de rallier les troupes françaises d'Afrique du Nord et d'éviter que le sang coule, aux Américains de faire le reste, c'est-à-dire le débarquement, l'occupation des territoires. Cependant, faute d'un dialogue clair les deux parties n'ont pas la même vision du lendemain : GIRAUD se croit investi du commandement des troupes alliées en Afrique du Nord et pense même se servir de cette position pour prendre la tête d'une « Résistance Européenne » qu'il mènerait au combat. Les diplomates américains n'ont jamais été jusque-là mais il est possible que MAC ARTHUR ait laissé GIRAUD s'engager dans de telles considérations ne serait ce que pour obtenir sur l'instant son concours. On sait les répercussions qui résultèrent de cette situation sur les rapports GIRAUD - DE GAULLE. Le premier, du fait de l'attitude des américains à son égard ne voyait en DE GAULLE qu'un simple subordonné militaire que le respect de la hiérarchie obligerait à se mettre sous ses ordres. Celui-ci ne pouvait se plier à cette conception.

La préparation se déroula donc ainsi en Afrique du Nord, un rôle déterminant fut joué par le « Groupe des Cinq », un ensemble de personnalités favorables au général GIRAUD : le général MAST, l'industriel LEMAIGRE-DUBREUIL, un chef des chantiers de jeunesse VAN HEKE, un journaliste d'extrême droite RIGAULT, l'officier Henri d'ASTIER DE LA VIGERIE, dont deux frères sont ralliés au général DE GAULLE mais qui est lui-même royaliste, et le diplomate TARBÉ DE SAINT-HARDOUIN.

Ils projettent un putsch qui aurait pour but de neutraliser à Alger les dirigeants de Vichy, présumés hostiles au débarquement, ainsi que la mise en place, à Rabat, d'une opposition à toute intervention du général NOGUES, résident et commandant des troupes. Enfin dans une phase ultime le général GIRAUD prendrait le commandement en chef de l'ensemble de l'armée donnant l'ordre en temps utile de ne pas tirer sur les troupes alliées.

Le « Groupe des Cinq » est encouragé par l'adjoint d'EISENHOWER, le général CLARK lors d'une rencontre à Cherchell en Algérie, (pas exactement à Cherchell mais à proximité). Cette entrevue mérite d'être soulignée car elle est aussi révélatrice des ambiguïtés du discours américain et montre bien en fait qu'à son issue coexistent désormais deux projets distincts qui ne coïncident pas vraiment entre eux ! (ce que CLARK se garde bien de révéler) : dans les plans américains le débarquement ne saurait en aucune façon être total, c'est-à-dire englober toute l'Afrique du Nord, Tunisie comprise (les discussions américano-anglaises furent vives à ce sujet. Il est certain que les anglais attendaient plus du débarquement, essentiellement au moins une poussée importante jusqu'à Bizerte, qui aurait permis de couper la route de ROMMEL vers la Tunisie). Or c'est le contraire que souhaite le « Groupe des Cinq ». D'ores et déjà pour les

alliés trois zones seulement de débarquement doivent être retenues : Casablanca, Oran, Alger. Entre dans le choix de cette stratégie une double considération : l'inconnue espagnole (que fera FRANCO lorsque le débarquement sera en route ? et les moyens limités dont disposent les U.S.A. (ne pas oublier que l'opération TORCH a un fort caractère d'improvisation et qu'elle a été montée en un temps record de façon à ne pas éveiller la méfiance ennemie et pour agir avant l'hiver qui «gèle» les opérations sur le front russe permettant ainsi le rapatriement à l'ouest ou au sud des troupes allemandes).

3 - LE DÉBARQUEMENT

Le dispositif prévu est complexe : sous un commandement américain unique, (dès le départ il avait été convenu avec les anglais que cette caractéristique devait servir à favoriser l'entente avec les français), à Casablanca les forces seront entièrement américaines, à Oran il s'agira de troupes américaines convoyées par la Royal Navy et appuyées par une aviation anglo-américaine, à Alger il doit y avoir des troupes des deux pays protégées par la marine britannique et soutenues par l'aviation britannique.

Cependant la préparation de l'ensemble fut menée dans le plus grand secret et constitue de ce côté un succès exemplaire. Les anglais ont réussi une concentration fantastique de troupes à Gibraltar, par un va-et-vient de navires qui n'éveillèrent que très tardivement la méfiance des allemands.

L'armada alliée apparaît par contre beaucoup plus disparate et il faut relever encore une fois les conséquences du manque de temps (90 jours au lieu des 360 estimés indispensables) : des hommes d'équipage mal habiles à manœuvrer des engins qu'ils ne connaissent que depuis 24 heures, certains sortant des chantiers navals, des troupes peu entraînées à cette «guerre combinée» qui demande le passage de bateaux à péniches de transport puis des combats au sol.

La découverte par GIRAUD de l'échec de ses ambitions (il est absent d'Afrique du Nord, discutant à Gibraltar avec EISENHOWER de ses déconvenues) annule son soutien «physique» sur le sol algérien. Si bien que des combats avec les troupes françaises s'engagent sur les différents points de débarquement : d'autant plus que les «putschs» ne constituent que des demi-réussites : si à Alger les autorités sont muselées et retenues chez elle (général JUIN et DARLAN), à Casablanca le général NOGUES s'est rapidement débarrassé des troupes rebelles du général BETHOUART qui se trouve emprisonné et les forces navales françaises de l'amiral MICHELET résistent farouchement. A Oran les anglais ne réussissent même pas à franchir le port. Ainsi, de par cette concertation ambiguë entre américains et GIRAUD, toutes les mesures envisagées pour éviter un affrontement franco-allié ont échoué. La lutte continue jusqu'au 11 novembre faisant environ 2.000 victimes chez les français qui en outre perdent toute leur flotte.

Une fois le débarquement effectué la situation politique en Afrique du Nord est singulièrement complexe :

- le général GIRAUD a perdu son «aura» et se trouve écarté d'un grand rôle politico-militaire. Situation qu'il accepte par ailleurs, s'estimant satisfait du commandement d'une armée.

- par contre, l'amiral DARLAN a effectué un spectaculaire rétablissement. En effet, faute de pouvoir compter sur GIRAUD, les américains se sont rabattus sur lui pour faire cesser les combats, fort de son pouvoir de commandant en chef : c'est donc avec lui qu'un armistice est signé à Alger le 8 novembre à 18h45 (il faut préciser que PÉTAIN cependant l'a désavoué et nommé NOGUES commandant des troupes. Il y a là une affaire embrouillée qui explique ce revirement : dans un premier temps PÉTAIN désavoue DARLAN et nomme NOGUES commandant des troupes, cependant DARLAN réussit, par une ligne directe à faire confirmer par télégramme ses pouvoirs par PÉTAIN allant même jusqu'à parler «d'un accord intime du maréchal» phrase extraite d'un télégramme fort contesté depuis et dont les historiens ont montré qu'il concernait surtout une volonté première de lutte contre les alliés).

4 - LES CONSÉQUENCES DU DÉBARQUEMENT

On peut en isoler quatre : la France a été la principale victime de l'opération en ce sens que la zone sud fut immédiatement envahie malgré les protestations du Maréchal PÉTAIN et un voyage de LAVAL auprès de HITLER. L'occupation était double, italiens à l'est du Rhône, allemands à l'ouest. Ce plan était prévu depuis longtemps. Le 6 novembre les allemands avaient enfin repéré les manœuvres anglo-américaines en Méditerranée auxquelles ils attribuaient d'ailleurs des visées plutôt italiennes, la Sicile ou la Sardaigne, secondairement Tripoli et en troisième position seulement l'Afrique du Nord. Seuls MUSSOLINI et KESSELRING penchaient pour cette dernière hypothèse. Les allemands cependant étaient parfaitement conscients de leur impossibilité d'intervention en Méditerranée, quel que soit le scénario envisagé d'où la conception du «PLAN ATTLA» d'invasion de la France du sud considéré comme une mesure défensive et jugé sans problème du fait de l'attitude collaborationniste de LAVAL. Il est vrai que l'armée de l'armistice n'opposa aucune résistance, sauf DE LATTRE DE TASSIGNY à Montpellier qui prit le maquis : néanmoins, la fin de «l'autonomie de Vichy» dans l'Europe allemande et la dissolution de l'armée française poussèrent de nombreux officiers soit vers la résistance dans les rangs de l'O.R.A., soit par l'Espagne vers les contingents de la nouvelle armée française en formation en Afrique du Nord.

Sur place la réplique allemande fut l'acheminement en Tunisie de cinq divisions (trois allemandes et deux italiennes) aucun coup de feu ne fut tiré contre elles, les troupes françaises se retirant à l'ouest de la Tunisie. Il faut noter le «coup de main» donné par Vichy, ce qui explique la facilité avec laquelle cette opération (risquée au demeurant pour les allemands) fut montée, l'amiral PLATON envoyé spécial de la France,

vint, en effet, sur place la mettre au point. Ainsi se trouvaient réduites à l'inactivité les troupes françaises de Tunisie et surtout muselés les gradés favorables aux anglo-américains.

Le verrouillage de la flotte française : une division n'a pas été dissoute, celle qui défend le port français de Toulon, où se trouve la flotte française commandée par l'amiral LABORDE, fort sollicité par DARLAN de venir le rejoindre à Alger. Malgré le refus péremptoire de celui-ci, les allemands estimant que le risque d'un revirement possible n'est pas nul, neutralisent les troupes françaises puis attaquent dans une surprise totale le 26 novembre 1942 escomptant s'emparer de la flotte. Le butin fut plus inconsistant que prévu, l'amiral LABORDE, fort d'ordres anciens donnés par DARLAN lui-même, préféra le sabordage à toute autre attitude. Aussi furent coulés environ cinquante navires parmi lesquels se trouvaient quelques rescapés de Mers-El-Kébir. Seuls, cinq sous-marins s'échappèrent dont deux furent inopérants rapidement.

L'opération TORCH a constitué une bonne préparation au débarquement du 6 juin 1944. Son accomplissement difficile, les problèmes rencontrés ont permis de préparer dans les meilleures conditions la seconde

En effet, à l'heure du bilan on s'aperçoit :

- * des complexités réelles des opérations amphibies et de l'importance de l'entraînement. Faute de cela certains porte-avions perdirent un nombre très important des appareils qui leur étaient affectés (pour l'un d'eux vingt-et-un sur les trente-et-un qu'il transportait, plus par accident que touchés en vol).

- * de l'importance de la coordination air/mer/terre : ainsi les combats de Méhédia furent rendus plus longs et plus meurtriers faute d'une intervention adéquate de l'artillerie navale.

- * de la bonne utilisation des péniches de débarquement, les landing crafts dont cinquante pour cent furent perdus, par exemple, sur la plage de Fedhala.

Pascal PLAS

*Délégué départemental de l'Association
des professeurs d'Histoire et Géographie
membre de la C.D.I.H.P*

Document établi par la Commission Départementale de l'Information Historique pour la Paix de la Haute-Vienne et transmis par ROBARDET Xavier, membre de cette Commission.

ROBARDET Xavier, ancien élève du Collège de BLIDA et membre de notre Amicale, était âgé de 22 ans en 1942. Le 8 au matin, il se rendait à la plage avec des amis pour une partie de pêche que rendit impossible le débarquement dont il fut témoin.